



ERRATUM

Paritair Comité voor het tabaksbedrijf

**CCT n° 132537/CO/133
du 26/01/2016**

Correction dans les deux langues :

La première phrase du point 1. Objet du règlement-cadre doit être corrigée comme suit : "Le présent règlement-cadre est établi en exécution de la convention collective de travail instaurant un deuxième pilier de pension, conclue le 30 mai 2011 au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs (n° 104420, AR 20/12/12, MB 18/01/13).".

Décision du

ERRATUM

Commission paritaire de l'industrie des tabacs

**CAO nr. 132537/CO/133
van 26/01/2016**

Verbetering in beide talen :

- Eerste zin van punt 1. Voorwerp van het kaderreglement moet als volgt verbeterd worden : "Dit kaderreglement wordt opgesteld in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst **tot oprichting van een tweede pensioenpijler**, gesloten in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf op 30 mei 2011 (nr. 104420, KB 20/12/12, BS 18/01/13).".

Beslissing van

19 -12- 2016

Commission paritaire de l'industrie des tabacs

Convention collective de travail du 26 janvier 2016 modifiant la Convention collective de travail du 19 novembre 2013 instituant un deuxième pilier de pension

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, à l'exception des entreprises qui, en exécution de l'accord sectoriel du 9 octobre 2009 (arrêté royal du 22 juin 2010, Moniteur belge du 18 août 2010), ont octroyé un avantage équivalent par le biais d'un plan de pension complémentaire existant prévoyant des conditions minimales au moins équivalentes.

Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et ouvrières.

Art. 2. Le règlement-cadre joint à la convention collective de travail du 19 novembre 2013 instituant un deuxième pilier de pension est modifié et remplacé par le règlement-cadre ci-joint.

Art. 3. La présente convention collective de travail prend cours à compter du 1er janvier 2016 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs et à chacune des parties contractantes.

Art. 4. La présente convention collective de travail remplace l'annexe de la convention collective de travail du 19 novembre 2013 instituant un deuxième pilier de pension, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, enregistrée sous le numéro 118572/CO/133 - arrêté royal du 1er juillet 2014, publié au Moniteur belge du 17 novembre 2014.

Règlement-cadre Deuxième pilier de pension Industrie des tabacs

1. Objet

Le présent règlement-cadre est établi en exécution de la convention collective de travail instaurant un deuxième pilier de pension, conclue le 30 mai 2011 au sein de la Commission paritaire ~~133~~ de l'industrie des tabacs (N° 104420, AR 20/12/12, MB 18/01/13).

Toute entreprise ressortissant au champ d'application de la convention collective de travail précitée prévoira au profit des ouvriers auxquels cette convention collective de travail est applicable, au moins un régime de pension complémentaire décrit dans le présent règlement-cadre.

L'engagement de pension défini dans le présent règlement-cadre est de type cotisation définie et a pour but la constitution d'une pension complémentaire qui sera versée à l'affilié ou, en cas de décès de l'affilié avant le terme prévu défini à l'article 5.1, à ses ayants droit.

Le présent règlement-cadre définit les droits et obligations de l'entreprise, de l'organisme de pension, des affiliés et de leurs ayants droit, et les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

2. Définitions

Dans le présent règlement-cadre, un nombre de notions sont utilisées, qui ont la signification suivante :

Entreprise

L'entreprise ressortissant au champ d'application de la convention collective de travail du 30 mai 2011 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, en exécution de l'accord sectoriel du 9 octobre 2009 (A.R. 22.06.2010, M.B. 18.08.2010).

Ouvrier

Un membre du personnel ouvrier auquel la convention collective de travail du 30 mai 2011 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, en exécution de l'accord sectoriel du 9 octobre 2009 (A.R. 22.06.2010, M.B. 18.08.2010) et le présent règlement-cadre s'appliquent.

La notion d'"ouvrier" englobe tant les hommes que les femmes.

Affilié

1. L'ouvrier au profit duquel l'entreprise a instauré un régime de pension en exécution de la convention collective de travail du 30 mai 2011 en exécution de l'accord sectoriel du 9 octobre 2009 (A.R. 22.06.2010, M.B. 18.08.2010)
2. L'ancien membre du personnel qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés, conformément au règlement de pension.

Règlement de pension

Le règlement de pension déterminé par l'entreprise. Il contient le présent règlement-cadre et les clauses spécifiques de l'entreprise, entre autres la date ultime de prise en cours, le 1^{er} décembre 2010.

Organisme de pension

La compagnie d'assurances avec laquelle l'entreprise a conclu un contrat d'assurance de groupe, ou l'institution de retraite professionnelle (fonds de pension) avec laquelle l'entreprise a conclu une convention de gestion, mettant en œuvre l'engagement de pension décrit dans le présent règlement-cadre.

Réserve acquise

On entend par réserve acquise la réserve à laquelle l'affilié a droit à un moment déterminé, conformément au présent règlement-cadre.

Prestation acquise

On entend par prestation acquise la prestation à laquelle l'affilié peut prétendre conformément au règlement de pension si, lors de son départ, il laisse la réserve acquise auprès de l'organisme de pension.

3. Affiliation à l'engagement de pension décrit dans le règlement de pension

Tout ouvrier qui entre en service sous contrat de travail auprès d'une entreprise ressortissant au champ d'application de la convention collective de travail du 30 mai 2011, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, en exécution de l'accord sectoriel du 9 octobre 2009 (A.R. 22.06.2010, M.B. 18.08.2010) est affilié d'office.

Sont toutefois exclus :

- les ouvriers sous contrat de travail étudiant
- les ouvriers sous contrat de travail intérimaire

4. L'allocation de pension et son affectation

4.1 Le montant de l'allocation de pension

Les versements lors de la mise à la retraite et en cas de décès prématuré avant le terme défini à l'article 5.1 sont financés par des allocations de pension versées par l'entreprise au profit de l'affilié à l'institution de pension.

Le montant annuel de l'allocation nette de pension s'élève, pour 2016 et les années suivantes, à 500,00 EUR pour un ouvrier occupé à temps plein.

Un paiement de la prime sur base mensuelle avec, comme référence, l'état des lieux au premier jour du mois civil, vaut recommandation.

Les éventuels suppléments et frais de gestion, indemnités pour intermédiaires, impôts sur primes, cotisations sociales ou autres suppléments viennent majorer ce montant net et sont à la charge de l'entreprise.

Au moment de l'entrée ou de la sortie de service d'un ouvrier, un prorata en fonction de l'occupation réelle par rapport à une occupation normale sera appliqué.

L'ouvrier, qui entre en service au premier jour du mois, participe au plan dès le premier du mois. L'ouvrier, qui entre en service en courant de mois, participe au plan dès le mois suivant. L'ouvrier, qui quitte le service en cours de mois, est considéré comme participant pour le mois complet.

Pour un travailleur occupé à temps partiel, le montant de l'allocation est réduit en fonction du temps de service par rapport à une occupation normale à temps plein.

Pour le calcul du montant de l'allocation de pension, sont assimilés à des jours normaux de travail effectif, les jours d'interruption de travail découlant des motifs déterminés à l'article 16 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur belge du 6 avril 1967) et ce, pour une période consécutive maximale d'un an.

4.2 L'affectation de l'allocation de pension

L'allocation de pension est versée, pour chaque affilié, sur un compte individuel de pension.

La capitalisation intervient :

- - à partir du moment où l'allocation de pension est due;
- - jusqu'au premier jour du mois dans lequel le paiement de la pension complémentaire doit être effectué;
- ou jusqu'au premier jour du mois du décès de l'affilié.

4.3 Le rendement

Le compte de pension perçoit chaque année un rendement octroyé par l'organisme de pension.

En cas de sortie de service ou de paiement suite au décès ou au départ à la retraite, le montant versé sera basé sur un rendement au moins égal au rendement qui est exigé en exécution de l'article 24 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires.

5. Paiement au terme

5.1 Le terme normal

Le terme auquel le montant constitué sur le compte de pension est exigible et peut être converti en une rente est fixé le premier jour du mois suivant le 65^{ème} anniversaire de l'affilié.

5.2 Poursuite du travail après 65 ans

Si l'affilié reste en service après le terme normal de 65 ans, l'allocation de pension reste due tant qu'il reste en service, et un nouveau terme est fixé en prolongeant à chaque fois le terme antérieur d'un an.

L'affilié obtiendra alors le versement de son compte pension :

- lorsqu'il prend sa pension légale;
- - ou lorsque son contrat de travail avec l'entreprise est terminé.

5.3 Versement anticipé

L'affilié peut percevoir la liquidation anticipée des droits de pension au plus tôt au moment de sa mise à la pension ou au moment où il atteint l'âge de 60 ans (pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension le prévoit explicitement). La liquidation anticipée entraîne la perte du droit à une prestation en cas de décès avant le terme.

6. Versement en cas de décès avant le terme

Lorsqu'un affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée sur le compte individuel de pension au moment du décès.

7. Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Les réserves qui ont été constituées sur les comptes individuels sont acquises par l'affilié.

L'affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui est réengagé par l'entreprise est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié qui a opté pour le transfert de ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui rentre de nouveau en service de l'entreprise est également considéré comme un nouvel affilié.

8. Le mode de liquidation

L'affilié ou le bénéficiaire est supposé opter pour le versement sous la forme d'un capital.

Le bénéficiaire peut toutefois demander de convertir en une rente viagère le capital qui lui revient. Une option pour une liquidation comme rente viagère doit être communiquée par écrit par le bénéficiaire à l'institution de pension, au plus tard un mois avant la date à laquelle le versement commence.

Si le montant annuel de la rente à sa prise de cours est inférieur ou égal à 500 EUR, le capital est liquidé. Si le montant annuel de la rente est compris entre 500 et 800,01 EUR, il n'est pas payé par mois, mais en quatre fractions égales à la fin de chaque trimestre. Les montants mentionnés dans le présent article sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, la base étant le 1^{er} janvier 2004.

9. Bénéficiaires

9.1 Le bénéficiaire du versement au terme

Si l'affilié est en vie au terme, le capital est versé à l'affilié lui-même.

9.2. Le bénéficiaire du versement en cas de décès avant le terme

Si l'affilié décède avant le terme, le versement prévu en cas de décès est versé au(x) bénéficiaire(s) sur la base de l'ordre de priorité déterminé dans le règlement de pension de la police individuelle.

A défaut d'ordre de priorité arrêté dans le règlement de pension, le versement bénéficie aux ayants droit sur la base de l'ordre de priorité suivant :

- le conjoint de l'affilié, pour autant qu'il ne soit ni séparé de corps ou de fait, ni en instance de séparation ou de divorce. Les conjoints sont présumés séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont un domicile différent;
- à défaut, le cohabitant légal de l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du Code Civil, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un parent de l'affilié;
- à défaut, les enfants de l'affilié ou, par représentation, leurs descendants. S'il y a plusieurs enfants, le capital prévu sera réparti en parts égales entre eux;

- à défaut, la(les) personne(s) désignée(s) par l'affilié par lettre recommandée, la lettre recommandée envoyée en dernier lieu étant valable en droit;
- à défaut, les parents de l'affilié. En cas de décès de l'un d'eux, le capital revient au survivant;
- à défaut, les frères et sœurs de l'affilié, en cas de représentation, leurs enfants;
- à défaut, les héritiers légaux de l'affilié, à l'exclusion de l'Etat;
- à défaut, le fonds de solidarité s'il s'agit d'une assurance de groupe, ou le fonds de pension.

10. Conséquences du non-paiement des allocations de pension

L'entreprise transférera les allocations de pension dues à l'organisme de pension.

Si l'entreprise n'a pas payé l'allocation de pension, l'institution de pension mettra l'entreprise en demeure. Si l'allocation de pension reste impayée, les comptes pension seront réduits sur la base des allocations de pension payées, après que les affiliés auront été informés du retard de paiement. La réduction ne dispense en rien l'entreprise du paiement des arriérés d'allocations.

L'organisme de pension informera chaque affilié par un courrier adressé à son adresse personnelle au plus tard dans les 3 mois qui suivent la date à laquelle elle a pris connaissance de la cessation de paiement.

L'organisme de pension mettra le président de la commission paritaire au courant de la réduction.

11. Obligations de l'entreprise

L'entreprise communiquera à l'institution de pension toutes les informations nécessaires à l'exécution du régime de pension. Les obligations de l'institution de pension sont déterminées sur la base des données transmises.

12. Modification du présent règlement-cadre

Le présent règlement-cadre peut être modifié moyennant une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire 133 de l'industrie des tabacs. Il sera arrêté quand la convention collective de travail du 30 mai 2011 instaurant un deuxième pilier de pension, par laquelle ce règlement-cadre est instauré, prendra fin.

13. Litiges et droit applicable

Le droit belge s'applique au présent règlement-cadre et aux régimes de pension introduits en application de celui-ci. Les éventuels litiges entre les parties y afférents relèvent de la compétence des tribunaux belges.

Paritair Comité voor het tabakbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 januari 2016 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2013 betreffende de invoering van een tweede pensioenpijler

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf ressorteren met uitzondering van die ondernemingen waar in uitvoering van het sectoraal akkoord van 9 oktober 2009 (K.B. 22.06.2010, B.S. 18.08.2010) een gelijkwaardig alternatief is uitgewerkt omwille van een reeds bestaand aanvullend pensioenplan met minstens gelijkwaardige minimumvoorwaarden.

Onder arbeiders wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.

Art. 2. Het kaderreglement dat als bijlage gevoegd is aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2013 betreffende de invoering van een tweede pensioenpijler wordt gewijzigd en vervangen door bijgevoegd kaderreglement.

Art.3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegtermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité van het tabaksbedrijf en aan elk van de contracterende partijen.

Art.4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de bijlage van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2013, gesloten in het paritair comité voor het tabaksbedrijf, betreffende de invoering van een tweede pensioenpijler, geregistreerd onder het nummer 118572/CO/133 – Koninklijk Besluit 01/07/2014 - Belgisch Staatsblad 17/11/2014

KADERREGLEMENT TWEDE PENSIOENPIJLER TABAKSINDUSTRIE

1. Voorwerp

Dit kaderreglement wordt opgesteld in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité 133 voor de tabaksindustrie op 30 mei 2011. (n^o 104420) KB 20/12/12 BS 18/11/13
tot oprichting van een tweede pensioenpijler
voor het tabaksbedrijf

Iedere onderneming die ressorteert onder het toepassingsgebied van de hiervoor vermelde collectieve arbeidsovereenkomst zal ten gunste van de werklieden op wie de collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing is, minstens een aanvullend pensioenstelsel voorzien dat beschreven wordt in dit kaderreglement.

De pensioentoezegging die in dit kaderreglement bepaald wordt, is van het type vaste bijdrage, en heeft tot doel om een aanvullend pensioen samen te stellen, die aan de aangeslotene of in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum bepaald in artikel 5.1 aan zijn rechthebbenden uitgekeerd

wordt.

Dit kaderreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de onderneming, de pensioeninstelling, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

2. Begripsomschrijving

In dit kaderreglement wordt een aantal begrippen gebruikt met volgende betekenis:

Onderneming

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 gesloten in het paritair comité van de tabaksindustrie ter uitvoering van het sectorakkoord van 9 oktober 2009 (K.B. 22.06.2010, B.S. 18.08.2010) .

Arbeider

Een lid van de werklieden waarop de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 gesloten in het paritair comité van de tabaksindustrie, ter uitvoering van het sectorakkoord van 9 oktober 2009 (K.B. 22.06.2010, B.S. 18.08.2010) en dit kaderreglement van toepassing is.

Met het begrip “arbeider” wordt zowel een man als een vrouw bedoeld.

Aangeslotene

1. De arbeider waarvoor de onderneming een pensioenstelsel heeft ingevoerd in toepassing van de CAO van 30 mei 2011 ter uitvoering van het sectorakkoord van 9 oktober 2009 (K.B. 22.06.2010 – B.S. 18.08.2010)
2. Het gewezen personeelslid dat nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig het pensioenreglement.

Pensioenreglement

Het pensioenreglement dat wordt vastgesteld door de onderneming. Het bevat dit kaderreglement en de specifieke bepalingen voor de onderneming, onder meer de uiterlijke ingangsdatum van 01.12.2010.

Pensioeninstelling

De verzekeringsmaatschappij met wie de onderneming een groepsverzekering sloot, of de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening (pensioenfonds) met wie de onderneming een beheersovereenkomst heeft afgesloten, en die de pensioentoezegging die in het kaderreglement beschreven wordt, uitvoert.

Verworven reserve

Met verworven reserve wordt de reserve bedoeld waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit kaderreglement.

Verworven prestatie

Met verworven prestatie wordt de prestatie bedoeld waarop de aangeslotene aanspraak kan maken over-

eenkomstig het pensioenreglement indien hij bij zijn uittreding zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling laat.

3. Aansluiting aan de pensioentoezegging die in het pensioenreglement beschreven wordt

Elke arbeider in dienst met een arbeidsovereenkomst met een onderneming ressorterend onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 gesloten in het paritair comité van de tabaksindustrie ter uitvoering van het sectorakkoord van 9 oktober 2009 (K.B. 22.06.2010, B.S. 18.08.2010) wordt verplicht aangesloten.

Worden evenwel uitgesloten:

- arbeiders met een arbeidsovereenkomst voor studenten
- arbeiders met een arbeidsovereenkomst voor interimarbeid

4. De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt

4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage

De uitkeringen bij pensionering en in geval van vroegtijdig overlijden voor de einddatum bepaald in artikel 5.1, worden gefinancierd door pensioentoeelagen die door de onderneming ten gunste van de aangeslotene aan de pensioeninstelling gestort worden.

Het jaarbedrag van de netto pensioentoeelage bedraagt voor 2016 en volgende jaren 500,00 EURO voor een voltijds tewerkgestelde arbeider.

Een premiebetaling op maandbasis met als referentie de stand van zaken op datum van de eerste dag van de kalendermaand, geldt als aanbeveling.

Eventuele beheerskosten en -toeslagen, vergoedingen voor tussenpersonen, premietaksen, sociale bijdragen of andere toeslagen komen in meerdering van dit netto bedrag en zijn ten laste van de onderneming.

Bij in- en uitdiensttreding van een arbeider zal een pro rata toegepast worden in functie van de reële tewerkstelling in verhouding tot de normale tewerkstelling.

De arbeider die op de eerste dag van de maand in dienst treedt, wordt op de eerste van de maand deelnemer aan het plan. De arbeider die in de loop van de maand in dienst treedt wordt de volgende maand deelnemer aan het plan. De arbeider die uit dienst gaat in de loop van de maand, blijft deelnemer voor de volledige maand.

Voor een deeltijds tewerkgestelde arbeider wordt het bedrag van de toelage verminderd in verhouding tot de tewerkstellingsduur ten overstaan van een normale voltijdse tewerkstelling.

Voor het berekenen van het bedrag van de pensioentoeelage worden met dagen normale werkelijke arbeid gelijkgesteld, de dagen arbeidsonderbreking ingevolge de redenen zoals bepaald in art 16 van het Koninklijk Besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie (B.S. 06.04.1967) en dit voor een aaneengesloten periode van maximaal één jaar.

4.2 De aanwending van de pensioentoeelage

De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort.

De oprenting gebeurt:

- vanaf het ogenblik waarop de pensioentoeelage verschuldigd werd;
- tot op de eerste dag van de maand waarin de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

4.3 Het rendement

De pensioenrekening ontvangt jaarlijks een door de pensioeninstelling toegekend rendement.

Bij uitdienst treden of bij de uitbetaling naar aanleiding van het overlijden of het pensioen zal het uitgekeerde bedrag gebaseerd zijn op een rendement dat minstens gelijk is aan het rendement dat vereist is in uitvoering van artikel 24 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen.

5. Uitkering op de einddatum

5.1 De normale einddatum

De einddatum waarop het bedrag dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

5.2 Blijven werken na 65 jaar

Indien de aangeslotene in dienst is na de normale einddatum van 65 jaar, blijft de pensioentoeelage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft, en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met één jaar te verlengen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen :

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt;
- of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de onderneming beëindigd wordt.

5.3 Vervroegde uitkering

De aangeslotene kan de vervroegde uitkering van de pensioenrechten ten vroegste bekomen op het ogenblik van zijn pensionering of vanaf het ogenblik waarop hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt (voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst het uitdrukkelijk voorziet) De vervroegde uitkering brengt het verval van het recht op een uitkering bij overlijden vóór de einddatum mee.

6. Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

7. Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn verworven door de aangeslotene.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die opnieuw in

dienst genomen wordt van de onderneming, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die opnieuw in dienst komt van de onderneming, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

8. De manier van uitkeren

De aangeslotene of de begunstigde wordt verondersteld te kiezen voor de uitkering in de vorm van een kapitaal.

De begunstigde kan evenwel vragen om het kapitaal dat hem toekomt, om te vormen in een lijfrente. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet uiterlijk een maand voor de datum waarop de uitkering aanvangt schriftelijk door de begunstigde aan de pensioeninstelling meegedeeld worden.

Wanneer het jaarlijks bedrag van de rente bij de aanvang ervan minder dan of gelijk aan 500,00 EURO bedraagt, wordt het kapitaal uitbetaald. Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 500,00 en 800,01 EURO, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke delen op het einde van ieder trimester. De in dit artikel vermelde bedragen worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden, met als basis 1 januari 2004.

9. Begunstigden

9.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

9.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden voor de einddatum

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de voorrangsorte bepaald in het pensioenreglement van de individuele polis.

Bij ontstentenis van een voorrangsorte in het pensioenreglement wordt de voorziene uitkering uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen. Indien er meerdere kinderen zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld.
- Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurd aangetekende brief rechtsgeldig is;

- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotenen. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis de broers en zusters van de aangeslotene, bij plaatsvervulling hun kinderen;
- Bij ontstentenis de wettelijke erfgenamen van de aangeslotene, met uitsluiting van de staat;
- Bij ontstentenis het solidariteitsfonds als het om een groepsverzekering gaat, of het pensioenfonds.

10. Gevolgen van het niet betalen van de pensioentolagen

De onderneming zal de verschuldigde pensioentolagen aan de pensioeninstelling overmaken.

Wanneer de onderneming de pensioentolage niet betaalde, dient de pensioeninstelling de onderneming in gebreke te stellen. Wanneer de pensioentolage onbetaald blijft, worden de pensioenrekeningen premievrij gemaakt op basis van de wel betaalde pensioentolagen, nadat de aangeslotenen verwittigd werden van de betalingsachterstand. De premievrijmaking ontslaat de onderneming geenszins van de betaling van de achterstallige toedragen.

De pensioeninstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van de betalingsachterstand door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

De pensioeninstelling zal de voorzitter van het paritair comité op de hoogte brengen van de premievrijmaking.

11. Verplichtingen van de onderneming

De onderneming zal alle vereiste gegevens voor de uitvoering van het pensioenstelsel aan de pensioeninstelling overmaken. De verplichtingen van de pensioeninstelling worden gevestigd op basis van de overgedragen gegevens.

12. Wijziging van dit kaderreglement

Dit kaderreglement kan gewijzigd worden door middel van een collectieve arbeidsovereenkomst die in het paritair comité 133 voor de tabaksindustrie gesloten wordt. Het wordt stopgezet wanneer de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 tot invoering van een tweede pensioenpijler waarmee dit kaderreglement ingevoerd werd, beëindigd wordt.

13. Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit kaderreglement en op de pensioenstelsels die in toepassing daarvan worden ingesteld. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.